



Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation

CDEN du 6 février 2023

Madame la préfète,

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Le gouvernement a fait le choix de supprimer 1 117 emplois dans le premier degré et 481 dans le second à la rentrée prochaine.

Le ministère avait annoncé son intention de s'attaquer à la crise d'attractivité de l'Éducation nationale et aux difficultés de recrutement. Qui aurait imaginé que la solution proposée consisterait à supprimer autant de postes ? Les génies technocrates du ministère ont encore frappé : plus de postes, plus besoin de recruter ! Et malheureusement ce sont une nouvelle fois les élèves les plus en difficulté qui vont payer la facture. Il ne faudra pas pleurnicher lors de la publications des futurs résultats scolaires de la France en comparaison des autres pays. Qui sème la pénurie récolte la disette...

Dans notre académie 85 postes dans le 1er degré et 54 dans le 2nd degré vont disparaître. Dans la Meuse, ce sont 22 emplois qui vont être supprimés dans le 1er degré... Certes nous faisons face à une baisse démographique mais nous ne nous attendions pas à autant de suppressions. C'est en effet la plus grosse facture à payer depuis de nombreuses années.

L'UNSA Education dénonce ces suppressions alors qu'il faudrait profiter de la baisse démographique pour répondre aux besoins des élèves les plus en difficultés et du service public d'éducation.

Notre système éducatif vit de multiples crises : crise de sa capacité à faire mieux réussir chaque élève, en particulier les plus fragiles, crise de fonctionnement, crise des rémunérations, crise des recrutements et crise de justice sociale. Est-ce en supprimant des postes que le ministère envisage de nous aider à surmonter ces crises ?

L'UNSA Éducation a de nombreuses propositions pour remédier aux problèmes de l'Éducation nationale, en voici quelques-unes.

Au lieu de supprimer la technologie en 6ème pour faire de la remédiation en maths et en français au collègue l'Éducation nationale aurait plus besoin de remettre les postes supprimés dans les Réseaux d'Aide aux Élèves en Difficulté pour faire de la prévention dans le 1er degré. A contrario dans notre département on supprime des postes vacants au lieu de réfléchir à comment rendre ces postes plus attractifs. Sans oublier que supprimer la techno ne va certainement pas contribuer à résorber le manque d'attractivité des filières dans lesquelles le vivier de recrutement post-bac se tarit. La technocratie l'emporte une nouvelle fois sur les besoins des élèves, on marche sur la tête.

Au lieu de faire semblant de boucher les trous du non remplacement en demandant à des enseignants de remplacer les absences dans des disciplines qui ne sont pas les leurs,

l'Éducation nationale aurait besoin de vrais remplaçants pour les absences ordinaires mais aussi pour la formation initiale et continue.

Au lieu de mal rémunérer les AESH sur des contrats à temps incomplet et de ne pas former ses personnels l'Éducation nationale aurait besoin de soutenir une politique volontariste de l'école inclusive. À l'heure de la préparation de la conférence nationale sur le handicap, il serait enfin temps de dépasser la politique actuelle qui est purement comptable et qui nie les difficultés de la communauté éducative en fragilisant toujours plus les personnels et les élèves.

Au lieu d'en demander toujours plus aux directrices et directeurs d'école l'Éducation nationale aurait besoin de poursuivre l'amélioration du régime de décharge de direction.

Par ailleurs, à quoi bon mettre en place la nécessaire limitations d'effectifs prévus en GS, CP et CE1 si c'est pour rester au milieu du gué et ne pas mettre en place l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà de ces classes ?

N'oublions pas non plus que dans un département rural comme la Meuse la politique territoriale d'accueil de la petite enfance est un enjeu de développement pour l'implantation de familles jeunes. Que penser alors de l'impact des suppressions de moyens qui va remettre en cause dans de nombreux endroits l'accueil des enfants de 2 ans à l'école ? Que vont dire les élus aux parents ? « Venez vous installer chez nous avec vos jeunes enfants, il n'y a pas de crèches, très peu de nounous et pas de scolarisation possible ! » Il ne faudra pas s'étonner du dépeuplement des zones éloignées des villes.

Pour l'UNSA Éducation, au lieu de l'affaiblir en permanence il faut protéger notre service public d'Éducation pour redonner à la population confiance en l'avenir de notre pays et offrir des perspectives positives aux professionnels qui font l'École.

Le ministère avait promis un choc d'attractivité dans l'Éducation nationale. Aujourd'hui le seul choc que tout un chacun peut constater est un choc de déception.

Je vous remercie de votre attention.



Delphine LERAT

Secrétaire départementale de l'UNSA Éducation 55